

sera pas dit que dans le Bas-Canada, où la population est en grande partie française et en partie anglaise, un journal français et un journal anglais d'agriculture n'y trouvent pas assez d'appui et d'encouragement, pour pouvoir payer le coût de l'impression. Il est de l'honneur de nos populations que les journaux se maintiennent; il faut qu'elles montrent qu'elles savent apprécier l'utilité de semblables publications, et qu'elles comprennent qu'un peuple agricole, comme l'est le nôtre, ne peut exister qu'à la condition d'améliorer constamment son agriculture. Nous devons donc avoir la confiance et la certitude que les membres du clergé et toutes les personnes influentes vont travailler de concert, pour apporter à ces publications le soutien et le patronage qu'elles méritent à tant de titres, et dont l'absence ne peut que faire l'étonnement de tous ceux qui en comprennent l'avantage.

Par la quatrième résolution, nos lecteurs apprendront sans doute avec joie que les Directeurs de la Société d'Agriculture du Bas-Canada en sont venus à la détermination d'avoir, chaque année, une grande *Exhibition Provinciale* d'Agriculture. La première de ces Expositions, qui contribuent tant à l'avancement de la science et à l'amélioration des produits agricoles, aura lieu au mois de Septembre prochain, et dans les environs de la Cité de Québec! Nos compatriotes du district de Québec sauront apprécier le mérite de cette décision. Ils y verront d'abord une nouvelle preuve et une preuve bien sensible des sentiments de bon vouloir de la Société à leur égard; ils comprendront ensuite que cette association tient à montrer qu'elle ne se laisse guider par aucun intérêt de localité et qu'elle veut être provinciale dans toute l'extension du terme. Les Directeurs savent bien en effet quels profits immenses rapportent ces expositions d'agriculture aux localités dans lesquelles elles se tiennent. Ils veulent faire voir à Québec que, si elle n'est pas le centre de la Société, elle n'est pas néanmoins perdue de vue, et que son avancement agricole, aussi bien que celui du reste du Bas-Canada, ne cesse d'être l'objet de leur sollicitude. La seconde *Exhibition* se tiendra probablement à Trois-Rivières ou à Montréal, en sorte qu'au bout de trois ans les trois districts auront été chacun favorisés d'une exhibition générale. Sherbrooke pourra aussi alors avoir son tour, surtout lorsque les chemins de fer de Québec à Melbourne et de Melbourne à Montréal seront complétés.

Cette dernière décision de la Société d'Agriculture du Bas-Canada nous rappelle la pensée d'un de nos représentants dans la dernière session du parlement, idée qui alors, pour une cause ou une autre, n'a malheureusement pas eu de suite. Il s'agissait en effet de faire décider par la législature que l'octroi annuel de £500 fait à chacune des trois Sociétés d'Agriculture des districts de Montréal, Québec et Trois-Rivières, cesserait de leur être voté; mais que cet octroi, faisant un montant annuel de £1500, serait donné à la Société d'Agriculture du Bas-Canada. Il est regrettable que le représentant, à qui cette idée est venue, ne l'ait pas communiquée à la chambre; celle-ci n'eût sans doute pas manqué d'en apprécier toute la justesse et les heureux résultats.

Ce projet, mis à exécution, ne devait en effet rien ôter à chacun des trois districts. sus-nommés, et avait pour suite nécessaire d'encourager beaucoup plus nos cultivateurs à adopter un système d'agriculture amélioré. Les exhibitions se faisaient annuellement à Québec, Trois-Rivières et Montréal, à tour de rôle, chacun de ces districts se trouvant avoir, en une seule fois, la somme de £1500, qu'il aurait eu, sous le système actuel en trois payemens annuels. Ainsi *sous ce rapport*, le projet en question ne pouvait être désavantageux à aucune partie du Bas-Canada. D'un autre côté, nous soutenons que le plan proposé ne saurait qu'être très utile et très propre à avancer les progrès agricoles dans le Bas-Canada. La Société d'Agriculture du Bas-Canada, ayant en effet £1500 à sa disposition, pourrait et devrait offrir des *premiums* trois fois plus élevés, que ceux des Sociétés actuelles de district. On conçoit par là que l'émulation des cultivateurs serait au moins trois fois plus grande; que leurs efforts seraient aussi dans la même proportion, et que les exhibitions seraient incomparablement plus brillantes, plus fructueuses, plus intéressantes et plus utiles au pays.

Tous les vrais amis de l'agriculture ne peuvent donc que désirer que ce projet ne continue pas à demeurer à l'état d'embryon, et que la législature, qui dans sa dernière session a déjà beaucoup fait pour encourager l'Agriculture Canadienne, accueille ce plan favorablement, et donne ainsi à la Société l'Agriculture du Bas-Canada, un appui que celle-ci a droit d'en attendre et que le pays doit désirer voir donner à une Société qui a en vue des objets si désintéressés et si philanthropiques.